

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 97

p.a.f. 0,80 € - décembre 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Derrière la crise politique: la crise du capitalisme

Dans ce numéro:

Nethys : le fonctionnement naturel du capitalisme

La sécurité sociale a 75 ans

NewB : le capitalisme sans capitalistes?

La Donation royale : royale donation à la royauté

Pour guérir les hôpitaux : le remède de la lutte

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

NewB, un capitalisme sans capitaliste ?

Le 27 novembre, NewB, une coopérative qui se veut « une banque différente », a rassemblé par souscription le capital de 30 millions € qui est nécessaire pour demander officiellement une licence bancaire.

Plus de 55 000 personnes, souvent des jeunes, ont versé à la souscription. Mais également des dizaines d'associations, le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, des universités et des centrales syndicales de la FGTB et de la CSC.

La FGTB par exemple, vente NewB comme « une banque éthique où le profit n'est plus l'unique boussole » pour « financer la transition écologique et les enjeux sociaux ».

NewB elle-même se présente comme la « banque d'une épargne durable qui veut retourner aux fondamentaux du métier bancaire, avec une gestion transparente, pas de spéculation et des dividendes limités

pour empêcher tout dérapage ».

Le curieux qui s'intéresse à l'origine des banques découvrira que, depuis le moyen-âge, la spéculation, le secret, la poursuite du profit maximum constituent « les fondamentaux du métier bancaire ». Sans remonter aussi loin dans le passé, la FGTB aurait pu se rappeler de la mésaventure de « La Banque Belge du Travail » (BBT), fondée en 1913 par le Parti Ouvrier Belge, l'ancêtre du PS.

Pour mobiliser l'épargne des travailleurs, le dirigeant socialiste Edouard Anseele leur demandait de l'aider « à tisser le linceul de la classe capitaliste » en finançant des entreprises coopératives. « A partir d'un certain seuil d'entreprises sous le contrôle des coopérateurs, » expliquait Anseele, « l'économie capitaliste basculera irrésistiblement vers le socialisme. »

La BBT sera finalement acculée à la faillite par les conséquences de la

crise économique de 1929. 300 millions de francs d'épargne ouvrière et 50 millions d'épargne des organisations syndicales disparaîtront avec elle.

Les faits ont donné raison aux révolutionnaires de l'époque. Ils s'opposaient à la propagation dans le monde ouvrier de ces illusions envers les coopératives et leur possibilité de mettre fin à l'exploitation des travailleurs, à la concurrence sans pitié et à la spéculation qui mènent au chaos économique.



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskyste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons, sans autre mention

Mail: contact@lutte-ouvriere.be,

Tel: 0479-44.81.52.

éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

[LutteOuvrière.Arbeidersstrijd](https://www.facebook.com/LutteOuvriere.Arbeidersstrijd)

Abonnements:

Normal : 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € / 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement VdT (N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Derrière la crise politique, la crise du capitalisme

Le tango de la formation du gouvernement se poursuit à pas lents et compliqués. Et bien malin qui pourrait dire si une coalition de gouvernement en sortira un jour, et si oui, laquelle.

Ce qui est certain cependant, c'est que les points dans la note de Magnette qui iraient un tout petit peu dans le sens d'une amélioration pour les travailleurs, ne seront appliqués par aucune des coalitions que ces négociateurs pourraient trouver. Déjà, il aurait ajouté « un peu de bleu » pour satisfaire le VLD.

Mais au-delà même des partis, Pieter Timmermans, le patron du syndicat patronal FEB a pris la parole pour rappeler qu'il était hors de question que le patronat accepte une hausse quelconque des salaires, ni même une marge plus importante pour les négociations avec les syndicats.

Quant aux 1 500 euros de pension minimum, s'ils voyaient le jour, ce serait pour une carrière complète (à 67 ans) que très peu de travailleurs connaîtront. Au mieux, ce montant trompeur servira à masquer les attaques importantes que le gouvernement sortant a amorcées et que le gouvernement suivant poursuivra. Mais en aucun cas, ces mesures trompeuses n'empêcheront des fractions toujours plus importantes de la population de tomber dans la pauvreté.

Si le PS participe au gouvernement fédéral, ce sera encore pour mettre en œuvre une politique d'austérité, peut-être avec le « cœur qui saigne »...mais en appliquant le contraire de ses promesses. Il faut se rappeler qu'en 2011, la N-VA ne faisait pas partie du gouvernement Di Rupo... qui a pourtant appliqué tout le programme défendu par la N-VA. Notamment la réforme de l'Etat qui était un gigantesque plan d'austérité aux conséquences désastreuses, que les travailleurs de la fonction publique régionalisée et leurs usagers sont encore en train de subir. C'est aussi la chasse aux chômeurs, qui a privé de leurs droits des dizaines de milliers de jeunes chômeurs, de travailleurs licenciés et de femmes, et a rallongé les files devant les CPAS. Le PS a voté les « intérêts notionnels » qui permettent aux grandes entreprises d'échapper à l'impôt, le sauvetage des banques à coup de milliards d'argent public, et toutes les baisses des « charges patronales » qui ont contribué à vider les caisses de la sécurité sociale.

Mais en fait, on est déjà une étape plus loin.

Tous les sacrifices imposés aux classes populaires,

le démantèlement des services publics, le pillage de la sécurité sociale, que les gouvernements successifs ont imposé aux travailleurs, ont gonflé les profits des entreprises à des hauteurs jamais vues. Mais les capitalistes ne les ont pas investis dans la production et les emplois, car le marché est trop incertain et les profits moins juteux. Les profits ont alimenté la spéculation... et débouché sur la crise bancaire d'il y a dix ans. Depuis, des milliers de milliards de dollars et d'euros d'argent public ont servi à soutenir le système financier. Et tous les bénéfices obtenus des reculs imposés aux populations du monde entier ont poussé la spéculation à des niveaux encore plus hauts qu'avant la crise bancaire.

Aujourd'hui, l'économie est plus soumise que jamais aux soubresauts de la spéculation. L'étincelle qui déclenchera le prochain krach peut jaillir à tout moment. La guerre économique s'intensifie entre les groupes capitalistes et leurs États qui les soutiennent et elle peut finir par déboucher sur des conflits militaires, notamment entre les USA et la Chine.

L'instabilité politique elle-même est une conséquence de cette instabilité économique et elle la renforce à son tour. Au Royaume Uni, la démagogie anti-européenne a été répandue par tous les partis britanniques pour mieux masquer leurs responsabilités et celle du capitalisme dans la misère qui touche les travailleurs et la population pauvre. Cette démagogie a fini par leur échapper et plonge le pays depuis trois ans dans l'impasse du Brexit.

En Belgique, la démagogie communautaire peut déboucher sur une spirale infernale similaire. En 1961, le nationalisme wallon a servi à mener dans l'impasse la plus grande grève depuis la guerre. Cela a débouché sur la première réforme de l'Etat, suivie par cinq autres qui ont fait naître ce pays instable à 3 régions, 3 communautés et 6 parlements et gouvernements.

Alors, les travailleurs, d'où qu'ils soient, ne peuvent plus se permettre le luxe de compter sur les promesses politiques, qu'elles viennent de droite ou de gauche, qui ne se réaliseront jamais. Les travailleurs doivent se préparer à défendre leurs emplois, salaires et pensions. Et puis il nous faut renouer avec le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier pour débarrasser l'humanité de ce système désastreux !

Refinancer la sécurité sociale : les patrons doivent payer !

Le président de la FGTB, Robert Verteneuil réclame le refinancement de la sécurité sociale via une « cotisation sociale générale » ou « CSG ».

Cette cotisation ne toucherait pas que les revenus du travail, dit-il, mais aussi tous les autres revenus, c'est-à-dire le profit des entreprises ou les dividendes, les revenus locatifs ou ceux réalisés par la vente d'actions.

C'est de l'enfumage pur et simple.

Tout d'abord, les salaires ne sont qu'une partie des richesses produites par les travailleurs. Le reste de ce que produisent les travailleurs est accaparé par les patrons et actionnaires. En recevant son salaire, le travailleur est déjà volé une première fois sur la richesse qu'il a créée.

Ensuite, à côté des cotisations sociales qui apparaissent sur les fiches de paye, il y a ce que les patrons appellent « charge patronale ». C'est une partie du salaire qui est retenue et ne revient aux travailleurs que quand ils ont besoin de soins de santé, d'un revenu de remplacement en cas de chômage ou dans leur vieillesse. C'est un salaire indirect. Cette partie du financement de la sécurité sociale a été diminuée au fil des mesures prises par tous les gouvernements, pour réduire ce que payent les patrons. Rien que pour cette année, le manque à gagner pour la sécurité sociale s'élève à 13 milliards d'euros... qui sont allés gonfler les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires ! Deuxième vol.

Dans les années 90 et 2000, les gouvernements ont « compensé » une partie de ce manque à gagner par des revenus de la TVA. Une taxe sur la consommation, qui touche toutes les catégories sociales, mais beaucoup plus les pauvres qui consomment tout leur revenu, que les riches qui mettent toute une partie de côté ! Ainsi, les travailleurs payent déjà trois fois.

Mais il en va de même avec la proposition de Verteneuil qui prend d'ailleurs soin de souligner qu'il est d'accord pour subventionner les entreprises ! Comme si elles ne faisaient pas déjà beaucoup trop de profits ! Prélever une taxe supplémentaire de 2% sur les salaires, les politiciens sont capables de l'imposer, nous ne le savons que trop bien. Convaincre les capitalistes de payer cette même taxe, c'est une toute autre histoire. Verteneuil le dit lui-même : il faudrait pour cela un cadastre des fortunes qui permettrait de contrôler les revenus des grands bourgeois. Ce recensement de toutes les fortunes est discuté



Ledessindulundi.net

depuis longtemps... mais aucun gouvernement n'a osé le mettre en place.

Cette CSG serait donc faire payer les travailleurs une quatrième fois !

Pour sauver notre niveau de vie, dont l'existence d'une sécurité sociale fait partie, il n'y a pas d'autre solution que de se battre pour faire payer les capitalistes en prenant sur leurs profits présents et passés. Cela implique d'imposer la levée du secret des affaires et le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises et de leurs propriétaires. Mais cette lutte-là, les dirigeants syndicaux l'ont abandonnée depuis longtemps !

La sécurité sociale : une assurance

La sécurité sociale a 75 ans. Le « pacte social » a été conclu en décembre 1944 entre les représentants du gouvernement belge en exil à Londres et les représentants des syndicats.

Il est le fruit de la grande peur des bourgeoisies, belge et européennes, d'être confrontées à des luttes massives de la classe ouvrière. Les bourgeoisies venaient de transformer l'Europe en champ de ruines, pour la deuxième fois en 30 ans.

En 1917-23, à la fin de la première guerre mondiale, la vague révolutionnaire partie de Russie, avait contaminé toute l'Europe et sérieusement ébranlé le pouvoir de la bourgeoisie. A la fin de la seconde guerre mondiale,

les bourgeoisies craignaient des situations révolutionnaires semblables.

En 1944, les bourgeoisies allaient mieux préparer la « paix sociale » de l'après-guerre. L'aviation américaine et anglaise commencèrent par écraser les villes ouvrières sous les bombes incendiaires, en Allemagne particulièrement, pour terroriser la classe ouvrière. Puis les bourgeoisies ouvrirent les gouvernements à quelques ministres-potiches des Partis communistes. Et surtout elles intégrèrent les dirigeants des organisations syndicales dans le fonctionnement des Etats. Quant à la sécurité sociale, elle fut mise en place avant tout pour permettre à la population épuisée par la guerre, la

Capitalisme: une maladie incurable

D'après Test-Achats, l'industrie pharmaceutique a reçu en Belgique 2,8 milliards d'euros d'aides fiscales entre 2013 et 2017.

L'association de consommateurs dénonce à juste titre le fait que les malades payent deux fois: un fois avec leurs impôts et une deuxième avec les cotisations de la sécu.

Un cout énorme pour des soins de moins en moins accessibles soit à cause de leur prix ou simplement à cause des ruptures de stock fréquentes.

Test-Achats exhorte les politiciens à changer les lois pour mettre fin aux abus.

Mais ce qu'il faudrait faire, c'est exproprier tous ces actionnaires qui s'enrichissent sur le dos des malades.

CPAS au bord de la faillite

La Fédération des CPAS wallons lance un cri d'alarme au futur gouvernement fédéral : 114 des 262 CPAS de Wallonie ont présenté un compte en déficit en 2018. « On peut parler de faillite virtuelle », dit leur président Alain Vaessen.

En cause, le nombre de bénéficiaires du revenu d'insertion a doublé en 10 ans alors que l'intervention du fédéral est en baisse. Et alors que le nombre de demandeurs d'aides a augmenté de 27% ces 5 dernières années, l'emploi dans les CPAS n'a pas augmenté lui que de 5%, ce qui cause un grand manque de personnel et de moyens humains.



Pour éviter la faillite des CPAS il faut de l'argent. ça tombe bien, il y en a plein dans les caisses du patronat.

France-vie... pour la bourgeoisie

disette et le chômage, de se remettre au travail.

En Belgique, les syndicats se retrouvaient avoir des sièges à la Banque nationale et recevaient la gestion de la caisse de chômage, ainsi qu'une multitude de mandats dans des organes paritaires.

Il y eu donc eu quelques réelles concessions faites aux travailleurs, mais qui allaient

être constamment remises en question. Aujourd'hui, l'illusion d'un capitalisme plus social tombe.

Une fraction de la bourgeoisie estime même qu'elle pourrait se passer des appareils syndicaux. Elle n'a aucune reconnaissance, car les appareils syndicaux ont largement contribué à la survie du capitalisme en freinant ou dévoyant les explosions sociales,

comme en 60-61.

Pour sauver notre niveau d'existence, et nos existences tout court, il faut faire renaître le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier !



La pauvreté augmente

Selon un rapport du SPF Sécurité sociale 2 250 000 personnes sont pauvres en 2018. Ce rapport définit le risque de pauvreté par un revenu de 1 187 euros par mois pour une personne seule, et 2 493 pour une famille avec deux enfants.

Avant, c'était surtout les pensionnés qui étaient pauvres, aujourd'hui ce sont les jeunes ménages, même ceux qui travaillent, qui sont touchés.

Et pendant ce temps-là, les profits s'accumulent dans les poches des milliardaires...!



Ecoles à l'abandon

Un cadastre sur les besoins pour les bâtiments scolaires présenté au parlement de la fédération Wallonie-Bruxelles révèle que les bâtiments sont anciens, insalubres, les installations électriques non conformes, il y a des fuites d'eau, de gaz, des risques d'incendie, des problèmes de façade, de châssis, de chaufferie, des manques de toilettes... Bref le quotidien de centaines de milliers d'élèves et d'enseignants !

En cause ? Les économies réalisées depuis les années 80. Et le Pacte d'excellence ne va rien arranger. Il est urgent de réclamer l'argent nécessaire aux travaux et à la construction d'écoles dignes de ce nom.

Proximus : défendre les profits ou les emplois ?

Depuis l'annonce par la direction de Proximus de la suppression de 1500 emplois dont 250 par licenciement, de nombreux travailleurs de l'entreprise ont participé aux actions organisées par les syndicats. Dans de nombreuses agences le personnel serait divisé par 2, malgré le volume de clients à accueillir.

Proximus est une entreprise très rentable, qui en dix ans, a gagné 7 milliards € de bénéfices. L'État belge étant l'actionnaire majoritaire, il serait facile au gouvernement d'empêcher ces suppressions d'emplois. Mais de la part des responsables politiques, les travailleurs n'ont eu droit qu'à des mots hypocrites pour « regretter » la décision de la direction de Proximus, sans que rien de concret ne soit entrepris pour s'y opposer.

Du côté des directions syndicales, il est clair qu'on ne veut pas préparer les travailleurs au combat pour défendre les emplois. Dès le lendemain des premières actions, le mercredi 28 novembre, la direction de Proximus conviait les syndicats à une journée de discussion dont les responsables syndicaux sont sortis avec des propos visant à calmer la colère.

Le syndicat chrétien s'est dit « prudemment optimiste ». Pour le syndicat socialiste, s'il n'a « pas obtenu les changements espérés, on ne peut pas dire non plus que c'étaient de mauvaises propositions ». La direction semble offrir aux organisations syndicales une petite diminution des licenciements secs et un aménagement des fins de carrière pour une partie du personnel. Il s'agit évidemment de tenter de diviser

les travailleurs.

Il n'y a pas d'autre solution que de construire un rapport de force qui permettrait d'imposer le maintien de l'emploi de tous, en prenant sur les bénéfices de l'entreprise. Une perspective qui implique que les travailleurs n'abandonnent pas la direction de leur lutte aux directions syndicales, et organisent un contrôle démocratique sur leur mouvement, au travers d'assemblées générales et de comités de lutte !



Suppressions d'emplois dans l'automobile

En Allemagne, Audi a annoncé la suppression de 9 500 postes et Daimler-Mercedes au moins 10 000. Depuis plusieurs mois, les constructeurs automobiles prévoient des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans le monde. Ils les justifient par l'obligation de faire des économies afin de financer le passage à l'électrique et par la nécessité de faire face aux incertitudes du marché de l'automobile en cette période de guerre commerciale. Daimler veut ainsi économiser 1,4 milliard d'euros sur sa masse salariale.

Mais les travailleurs n'ont pas à payer les aléas de l'économie organisée et gérée par leurs exploités. Ces dernières années, ces entreprises ont fait des milliards d'euros de bénéfices. Ces profits doivent servir à maintenir les emplois et les salaires !

Pour guérir les hôpitaux, le remède des travailleurs mobilisés

Sur proposition du PTB, le parlement fédéral a voté une loi pour allouer immédiatement 67 millions d'euros au secteur de la santé pour embaucher du personnel. Pour les années suivantes, un fond de 400 millions d'euros doit être constitué pour l'amélioration des conditions de travail... Si le prochain gouvernement ne change pas d'avis !

Cela montre que la mobilisation paye ! Mais ce n'est qu'un début, et pour le moment le gros de l'avancée

se limite à des mots de parlementaires.

Les syndicats n'ont pas obtenu d'information claire des directions des hôpitaux quant aux moyens alloués précédemment et qui étaient normalement destinés aux salaires... dans un paysage hospitalier de plus en plus soumis à la loi du profit.

Pas d'autre solution que de se mobiliser encore plus fortement dans les hôpitaux pour contrôler où va cet argent.

Manifestation des aides ménagères à Bruxelles

Jeudi 28, les aides ménagères ont manifesté pour réclamer une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail. Les syndicats réclament les 1,1% d'augmentation de salaire prévus par l'accord interprofessionnel, les patrons refusent !

Il y a 160 000 aides ménagères, principalement des femmes et qui gagnent en moyenne 11,50€ brut de l'heure.

Les salaires sont insuffisants. Le temps de trajet d'un client à l'autre

n'est pas comptabilisé. La majorité travaille à temps partiel. De plus, beaucoup souffrent physiquement de problème de dos, d'articulation...

Alors, elles ont bien raison de manifester et de réclamer de vraies augmentations de salaires !



L'enrichissement personnel au détriment de la collectivité, c'est la nature du capitalisme

La presse vient de révéler que les ex-managers de Nethys ont empoché quelques 18,5 millions d'euros, dont 11,5 millions rien que pour Stéphane Moreau.

Une caissière de supermarché est virée pour faute grave, sans indemnité aucune, si elle a le malheur de prendre un euro dans la caisse. Mais ici, les trois managers se partagent l'équivalent de 444 fois le salaire annuel médian (41.858 euros brut) !

C'est déjà choquant, mais on mesure vraiment l'avidité et le cynisme de ces « dirigeants », quand on apprend que ces sommes leur ont été versées pour « compenser » le fait qu'ils avaient dû accepter une baisse de leurs salaires ! Donc, au moment même où le monde politique wallon faisait son numéro d'amende honorable, les bouches pleines de « transparence » et de « gouvernance », le conseil d'administration de Nethys se mettait d'accord pour se verser le pactole !

Cependant, on aurait tort de penser que ce genre de fonctionnement serait propre au PS, voire au PS liégeois. Les « parachutes dorés » empochés par des managers, parfois après avoir fermé des entreprises et privé des milliers de travailleurs de leur salaire, sont légion ! Ainsi, le journal des affaires l'Echo estime la rémunération moyenne des CEO des entreprises du Bel 20 à 7 600 €... par jour !

Et ces rémunérations ne sont rien par rapport à ce qu'empochent leurs maîtres, les actionnaires de ces entreprises. Le CEO belge le mieux rémunéré de 2018 est Jean-Christophe Tellier, CEO d'UCB, il a gagné officiellement 5,23 mil-

lions d'euros. Pour la même année, l'entreprise a versé plus de 235 millions d'euros aux actionnaires, dont 82 millions à la seule famille Janssen. Le salaire du PDG représente un pourboire de 6% de ce que cette famille bourgeoise a pu pressurer du travail des 8 500 travailleurs (et des sous-traitants) !

Si on n'entend pour ainsi dire jamais parler de cet enrichissement-là, c'est parce que les journalistes tout comme les politiciens acceptent ce vol comme le fonctionnement normal de la société. Le vol organisé des richesses par la classe capitaliste est légal et considéré comme souhaitable ! Quand il réussit bien, c'est pour eux une raison de se réjouir et de louer les « bonnes performances des entreprises belges ». Stéphane Moreau n'a pas tort quand il dit qu'il a été « jugé comme un socialiste, pas comme un CEO ».

Les Stéphane Moreau du PS ont appris ces manières des riches actionnaires et du patronat. Un patronat dont le PS s'est fait le serviteur depuis longtemps ! L'école qui a formé des Moreau et compagnie, ce sont les décennies de gestion de la crise où l'argent public a servi à sauver les profits des barons des mines et de la sidérurgie, pendant qu'ils supprimaient les emplois par dizaines de milliers. Ce sont toutes les privatisations où des biens publics ont été livrés aux actionnaires privés à la recherche d'investissements rentables et sans risque. Des privatisations souvent effectuées sous la responsabilité d'un ministre socialiste : la CGER devenue Fortis, devenue BNP Paribas ; les PTT devenues la Poste deve-

nue BPost et Belgacom devenu Proximus ; la Sabena... et les intercommunales comme celle de la distribution de l'électricité liégeoise. Ce sont des milliards et des milliards qui disparaissent tous les ans dans les coffres forts d'actionnaires privés au lieu de servir l'intérêt collectif !

A leurs origines au 19ème siècle, les partis socialistes ont été les premiers partis que la classe ouvrière s'est donné. Les idées propagées par les militants de ces partis, ce n'était pas la conquête de postes de ministre, c'était la conquête du pouvoir politique et économique sur toute la société par la classe ouvrière. Ils luttèrent pour un avenir socialiste, débarrassé du parasitisme de la classe capitaliste, de la concurrence, de la course au profit et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cela fait plus d'un siècle que les partis socialistes ont troqué ce drapeau révolutionnaire contre des postes de ministres, pour devenir un fidèle gestionnaire des affaires de la bourgeoisie dans bien des gouvernements.

Face à la crise profonde du capitalisme, face au discrédit mérité de toute la caste politique à son service, à un moment où le mécontentement éclate dans bien des pays de la planète, il est urgent que renaisse le courant révolutionnaire de la classe ouvrière. Car il faut éradiquer le mal à la racine. Il faut mettre toute la société sur d'autres bases que l'enrichissement personnel de quelques-uns. Il faut renverser le capitalisme. Il faut une société qui produise ce qui est nécessaire, sous la responsabilité de toute la population !

Donation royale: royale donation à la royauté !

Un groupe de journalistes flamands a enquêté durant un an et demi pour essayer de comprendre qui paie les factures de la « Donation royale ».

La Donation royale est née en 1900 lorsque Léopold II a légué à l'Etat belge l'ensemble de ses propriétés. Il s'agissait en fait d'éviter de payer les droits de successions car ce « don » prévoyait que ses successeurs pourraient continuer à profiter de ces propriétés désormais entretenues aux frais de l'Etat.

La Donation royale est aujourd'hui une institution publique autonome qui est sensée supporter ses dépenses avec ses propres moyens. Mais comme le montre l'enquête journalistique il n'en est rien.

C'est l'Etat, donc les contribuables, qui paient en fait l'entretien de l'immobilier royal même si les montants exacts ne sont pas publiquement connus, car répartis sur

d'innombrables entités de l'Etat. A titre d'exemple, l'Etat belge a payé 3 millions pour la rénovation de la Tour japonaise et du pavillon chinois. Et l'Etat belge est aussi locataire de bâtiments de la Donation royale, preuve s'il en est que ce n'est pas une donation. Ainsi la Régie des bâtiments leur a loué un bureau pour 625 000 euros l'an passé.

Les comptes publiés par la Donation royale sont opaques et les journalistes se sont heurtés à l'impossibilité d'accéder aux rapports du comité de gestion de la « donation ». Ici aussi, le secret des affaires est bien gardé. Car il ne faut pas oublier que la famille royale, si elle est richement logée et entretenue par les contribuables belges, est avant tout une famille bourgeoise. Sa fortune a été accumulée au temps de Léopold II par la mise en coupe réglée du Congo. Ses ressources en caoutchouc, en ivoire, en diamant, en



cuivre... en font le pays le plus riche du monde en ressources géologiques. Autant de richesses qui ont fait la fortune de Léopold II et de ses descendants et qui font aujourd'hui celle de multiples entreprises qui pillent à leur tour le Congo.

Les montages financiers autour de la Donation royale sont bien sûr écœurants d'autant plus que viennent s'ajouter les dividendes que touche cette famille en tant qu'actionnaire de sociétés.

Leur expropriation, voilà la seule chose qu'ils n'auront pas volée. Le jour où les travailleurs relèveront la tête, contrôleront les comptes et exproprieront tous ces bourgeois, alors les travailleurs congolais seront eux aussi débarrassés de l'exploitation !

Selon que vous soyez puissants ou misérables...

Des agriculteurs wallons dressent un drapeau noir sur leur exploitation pour manifester la détresse dans laquelle ils se trouvent.

Alors que leurs coûts de production augmentent, ils sont contraints de vendre leurs animaux à des prix de plus en plus bas.

La Donation royale, qui possède 1.650 hectares des terres agricoles en Ardenne... touche, elle, plus de 430 000 euros de subsides de l'Europe !

Les complices des dictateurs sont ici

Le nombre de victimes de la guerre au Yemen ne cesse de grimper. Les ONG estiment à 12 000 le nombre de civils tués lors des bombardements et à 85 000 les victimes de famines et de maladies comme le choléra depuis 2015.

Si l'Arabie saoudite est régulièrement critiquée pour son implication dans la guerre au Yémen, cela n'empêche pas les pays occidentaux de la soutenir avec des livraisons d'armes.

Malgré les grandes déclarations des ministres PS ou MR sur le gel des licences d'exportations, la Wallonie reste un grand fournisseur de l'Arabie saoudite (pour 196 millions d'euros en 2018).

Alors que le conflit menace de se généraliser dans toute la région du Moyen-Orient, l'entreprise John Cockerill (ex-CMI) qui fournit des tourelles de chars a obtenu le prix de l'entreprise wallonne de l'année 2019 par la presse économique !

Budget de mort

En 2014, tous les membres de l'OTAN ont promis de consacrer 2% de leur PIB au budget militaire d'ici 2024, c'est-à-dire à la préparation de nouvelles guerres. La Belgique en est à 0,95% pour 2019 et promet une augmentation à 1,19% pour 2024.

La concrétisation de ce budget dépendra du futur gouvernement mais la première ministre Wilmès assure que la Belgique doit rester crédible aux yeux de l'OTAN et, en plus du cash, elle va continuer de contribuer à ses opérations et elle augmentera ses capacités militaires. Et de fait l'armée belge combat en Afghanistan depuis des années et a participé aux bombardements en Irak et en Syrie.

Où nous mène cette société capitaliste ? Au chaos généralisé ? Cet argent serait bien plus utile dans les écoles et dans les hôpitaux !